



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Plan social sur le site de General Electric Belfort

Question au Gouvernement n° 1982

Texte de la question

PLAN SOCIAL SUR LE SITE DE GENERAL ELECTRIC BELFORT

M. le président. La parole est à M. Michel Zumkeller.

M. Michel Zumkeller. Ma question s'adresse à Monsieur le Premier ministre. Je souhaite y associer mon collègue Ian Boucard.

Ce mardi 28 mai est un jour noir pour les salariés de General Electric, c'est un jour noir pour l'ensemble des habitants du Territoire de Belfort. Ce matin, la direction de General Electric a annoncé la suppression de 1000 emplois sur les sites de Belfort et de Bourogne. Nous avons dénoncé le report de cette annonce qui aurait dû intervenir avant les élections européennes.

M. Jean Lassalle. Bravo !

M. Michel Zumkeller. Ce plan social concerne donc 25 % des effectifs du plus gros site industriel de General Electric et 50 % des salariés de la branche gaz. Avec les emplois indirects ce sont plus de 3 000 emplois qui sont menacés. C'est tout un département qui est frappé.

Voilà des mois que votre gouvernement, que le Président de la République nous assurent de leur soutien pour trouver des pistes de diversifications. Aéronautique, grand carénage pour les centrales nucléaires, hydrogène, autant de chantiers ouverts qui, à ce jour, ne débouchent sur rien.

En 2015, l'annonce du rachat d'Alstom par General Electric prévoyait la création de 1 000 emplois supplémentaires. Le ministre de l'économie de l'époque était venu à Belfort nous dire ces mots : « Belfort a un avenir industriel, votre activité a une importance stratégique pour la France et sera donc défendue » avant d'ajouter : « vous pouvez compter sur moi. »

M. Fabien Roussel. Merci Macron !

M. Michel Zumkeller. Ce ministre de l'économie s'appelait Emmanuel Macron.

Vous comprendrez, monsieur le Premier ministre, que les salariés de General Electric ne peuvent plus se contenter de paroles. Ils veulent des actes. Les salariés, les représentants des syndicats, les élus et l'ensemble des habitants du Territoire de Belfort sont prêts à se battre pour ne pas tirer un trait sur 140 ans d'industrie dans le territoire de Belfort.

Ma question est donc simple, monsieur le Premier ministre : êtes-vous prêt vous aussi à vous battre à nos

côtés ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Ma réponse est oui, monsieur le député. Nous sommes prêts à nous battre à vos côtés, aux côtés du député Ian Boucard, du maire de Belfort, de tous les élus que j'ai reçus il y a quelques semaines, des salariés de GE pour garantir l'avenir industriel du site de GE.

C'est un coup dur pour Belfort bien sûr. Il vient de l'effondrement des commandes de turbines à gaz. Je rappelle qu'il y a dix ans, GE Belfort produisait 100 turbines à gaz et en a produit 29 en 2018 en raison de l'effondrement du marché de ces turbines. Peut-être que dans quelques décennies, à partir de 2040, quand il faudra faire la transition avec le charbon, on retrouvera des perspectives de commandes mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il faut donc faire face à cette annonce, accompagner les salariés, être à leurs côtés : nous le serons et nous garantirons un avenir industriel pour le site.

M. Maxime Minot. Pipeau !

M. Bruno Le Maire, ministre. D'abord nous veillerons à ce que chacun des salariés bénéficie d'un accompagnement personnalisé. Nous ferons en sorte que certains puissent retrouver une place chez Alstom, dans la construction du TGV du futur, parce que les commandes de TGV du futur, qui répondent à notre volonté de donner des perspectives industrielles à Belfort, doivent permettre à quelques dizaines de salariés de retrouver des activités.

Je souhaite ensuite que la grande majorité des 50 millions d'euros du fonds de revitalisation bénéficient à Belfort.

Parmi les trois orientations que vous avez indiquées, l'aéronautique est la plus prometteuse. Je crois aux projets de développement des activités aéronautiques sur le site de GE Belfort et nous allons y travailler ensemble. La deuxième, c'est le grand carénage et le démantèlement des centrales nucléaires. Là aussi il y a des perspectives industrielles intéressantes. Enfin il y a l'hydrogène. Le maire de Belfort s'est beaucoup investi, comme vous-même, pour cette filière d'avenir, notamment sur les possibilités de test. Nous allons accompagner cette filière pour qu'elle puisse se développer sur le site.

Nous serons à vos côtés et je suis prêt à vous recevoir dans les jours qui viennent pour vérifier que tout cela se met concrètement en place. Nous garantissons l'avenir industriel de Belfort. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Zumkeller](#)

Circonscription : Territoire de Belfort (2^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1982

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 mai 2019](#)